

EESDA – Enhancing the Effectiveness of Social Dialogue Articulation in Europe
(Project No. VS/2017/0434)

-
Le cas Français

Manon Jacquot
EESDA séminaire
17 décembre 2019

Agenda

1. Etat des lieux : problèmes majeurs et reformes successives
2. Dialogue social en pleine évolution
 - Partenaires sociaux traditionnels
 - Nouvelles formes d'associations
3. Discours, perceptions et expériences de divers acteurs
 - Partenaires sociaux, intersectoriel et sectoriel
 - Gouvernement - pouvoirs publics

Syndicalisme et dialogue social en France

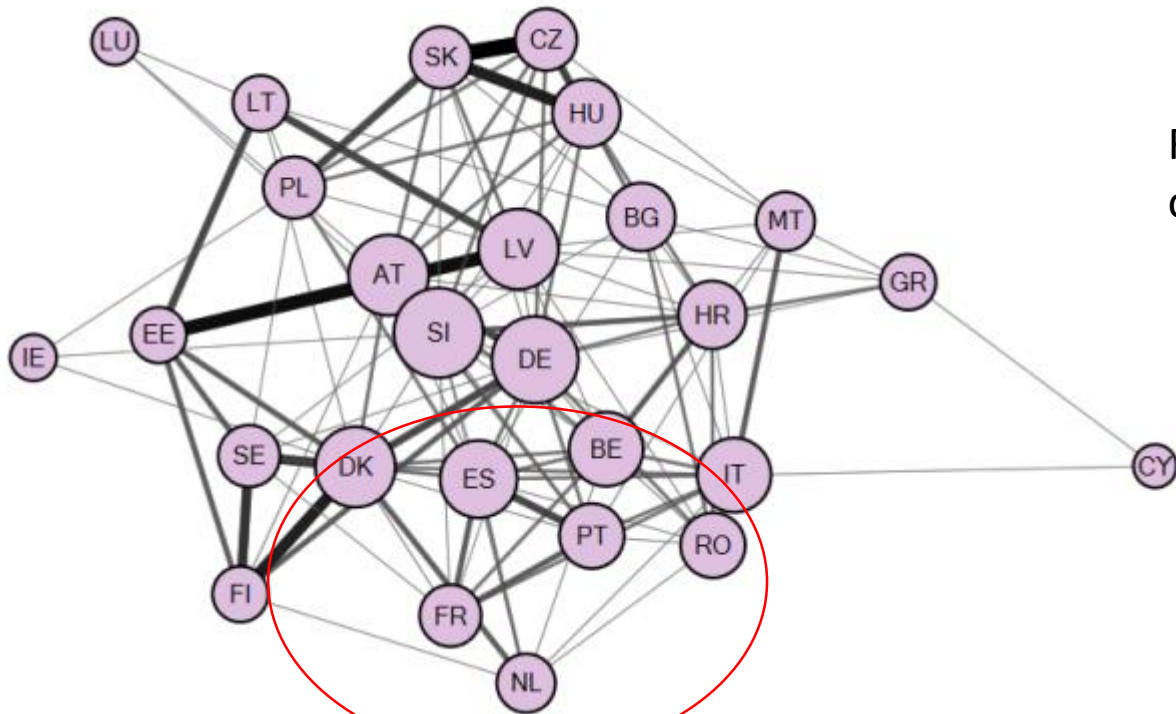
- Taux de syndicalisation légèrement inférieur à 10% (13% dans le secteur public contre 5% dans le secteur privé) (contre 30% dans les années 50)
- 9 travailleurs sur 10 bénéficient de la négociation collective
- Partenaires sociaux traditionnels (côté salarié: CGT, FO, CFDT, UNSA, UNSA-Transport; côté employeur: MEDEF, CGPME, UPA)... mais il ne semble pas y avoir de réponse unique
- La régulation des enjeux est décentralisée: certains secteurs y voient une menace, d'autres une opportunité
- Nouvelles formes d'organisations et de contestations
- Nombreuses et diverses priorités: protection sociale, numérisation, compétences, vieillissement fortement influencées par le concours social national et le contexte politique
- Intensité du dialogue social:
 - Loi relative à la sécurisation de l'emploi du (2013)
 - La réforme de la formation professionnelle (2015)
 - Hollande- Rebsamen document d'orientation sur une négociation nationale et interprofessionnelle sur la qualité et l'efficacité du dialogue social dans les entreprises (2014)
 - Réforme des retraites (2014 ; 2019)
 - Droit du travail - Loi El Khomri (2016)
 - Ordonnances Macron (2017) - Comité social et économique (CSE) (2020)
 - Echec de la négociation sur la refonte de l'assurance-chômage

Partenaires sociaux Français en Europe

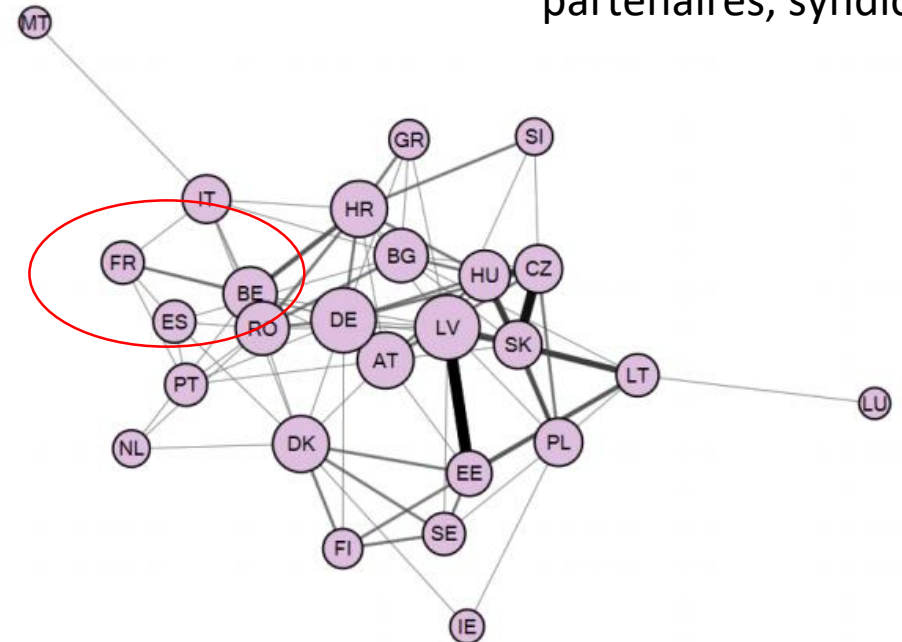
- Plateformes de dialogue en Europe: EESC, partenaires sociaux européens
- Pays avec lesquels la France collabore: Partition 5 (P5): DK, SP, NL IT, BL, PT;

National industrial relations systems	Organised corporatism (Nordic)	Liberal pluralism (West)	State-centred (Southern)	Social partnership (Central-West)	Embedded neoliberal (Central-East)	Neoliberal (North-East, South-East)
Countries	DK (4), FI (6), SE(5)	CY (2), IE (3), MT (9), UK (N/A)	ES (5), FR (4), EL (0), IT (3), PT(6)	AT(2), BE(3), DE(6), LU(2), NL(4), SI(4)	CZ(7), HR(6), HU(5), PL(5), SK(10)	BG(5), EE(9), LV(8), LT(5), RO(2)
Nb. of answers	15	14	18	21	33	29

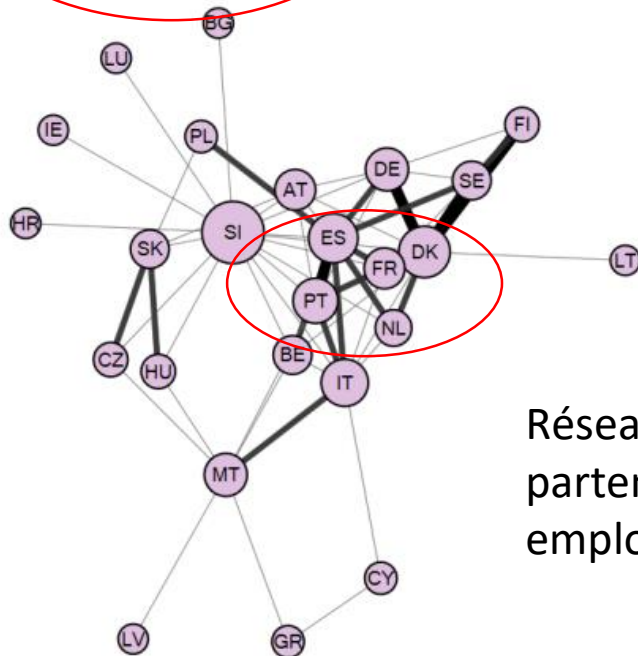
Réseaux de partenaires, toutes organisations confondues



Réseaux de partenaires, syndicats



Réseaux de partenaires, employeurs



Dialogue social sectoriel: Commerce

- Participation modérée au niveau de l'UE, y compris le processus du semestre européen
- Impacts majeurs observés en raison des changements législatifs dans les structures et les règles du DS
- Passage à des accords moins contraignants et libéralisation de l'organisation du travail au cours des deux dernières décennies: Loi Rebsamen, Loi El Khomri, ordonnances Macron
- Priorités: temps / conditions de travail, travailleurs saisonniers
- Convention collective en priorité, des actions revendicatives, du lobbying auprès des députés ainsi que des actions en justice devant les tribunaux (le travail dominical)
- Perception négative de l'efficacité du DS: les consultations avec les partenaires sociaux se poursuivent, mais de manière inefficace

Dialogue social sectoriel: Construction

- Participation active dans les différentes instances au niveau de l'UE
- Associations étroites avec des organisations au niveau de l'UE et participation aux discussions, mais pas tellement d'implication dans le processus du semestre européen
- Principales priorités: santé et sécurité, conditions de travail, attirer les jeunes dans le secteur, compétences et formation, protection sociale, détachement de travailleurs, dumping social
- DS national: la négociation collective est le résultat commun au niveau sectoriel
- Les résultats contraignants sont préférés par les syndicats et les organisations d'employeurs
- Des positions conjointes d'organisations pourraient être efficaces pour atteindre des résultats durables (par exemple, la directive sur le détachement de travailleurs) au niveau de l'UE, mais au niveau national, les relations intersyndicales sont compliquées
- Lorsque la législation nationale est plus avancée qu'au niveau de l'UE, les partenaires sociaux soutiennent une approche ascendante visant l'échange de bonnes pratiques au niveau européen

Dialogue social sectoriel: Education

- Les partenaires sociaux sont très actifs dans les discussions / consultations à tous les niveaux (mais plus faiblement au niveau du Semestre Européen)
- Certains d'entre eux sont affiliés à des associations européennes (par ex. CSEE)
- Le DS dans l'éducation est très institutionnalisé
- L'articulation prend de nombreuses formes, les outils de DS sont diversifiés, une action revendicative a lieu en cas de besoin
- L'efficacité est quelque peu négative: il y a plus de consultations qu'auparavant, mais beaucoup moins de négociations ont lieu
- Tendance: le DS devient seulement une procédure formelle sans grand impact

Dialogue social sectoriel: Santé

- Plusieurs acteurs au niveau national (syndicat des soignants, praticiens de la santé, organisations d'infirmières) avec des écarts de priorités entre les différents secteurs privé / public à but lucratif / non lucratif
- Absent du DS européen bien qu'il existe une discussion avec les partenaires de l'UE / une comparaison
- Secteur touché par des pénuries considérables de ressources affectant 1) le processus de dialogue social 2) l'efficacité
- Articulation descendante du DS mais jugé moins efficace qu'auparavant: négociation bipartite dans le secteur privé, accord de branche dans le secteur privé sans but lucratif et faible négociation collective dans le secteur public
- Priorités très claires: salaires, reconnaissance des compétences et des responsabilités, bien être au travail, spécificités professionnelles

Conclusions

- Évaluation communément partagée que le DS devient trop formalisé et inefficace
- Lié à la structure spécifique du DS en France mais s'est aggravé ces dernières années
- Le DS compromis par les conflits sociaux / réformes politiques et la nécessité de trouver de nouvelle forme d'expression/ d'audience
- Besoin de repenser l'ancien modèle du DS => vers de nouvelles stratégies pour les partenaires sociaux?

Merci de votre attention!

Contact:

cinzia.alcidi@ceps.eu

Le site web du projet:

<https://celsi.sk/en/projects/detail/28/>

www.ceps.eu



info@ceps.eu

[@CEPS_thinktank](https://twitter.com/CEPS_thinktank)

1 Place du Congres, 1000 Brussels
Tel: (+32 2)229 39 11